

HISTO-MONS

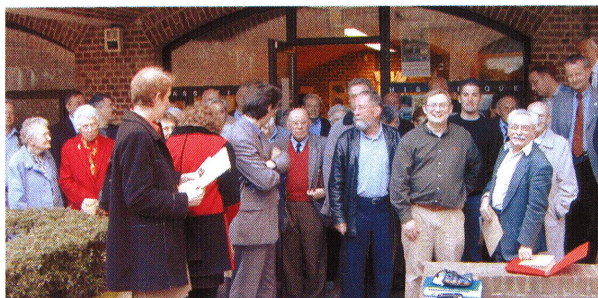


La lettre de l'Association Historique de Mons-en-Barœul

Correspondance : 3 rue Paul Claudel 59370 Mons-en-Barœul - ☎ : 03 20 56 32 01
Local : Fort de Mons-en-Barœul – Cour Sud Site internet : www.histo-mons.com

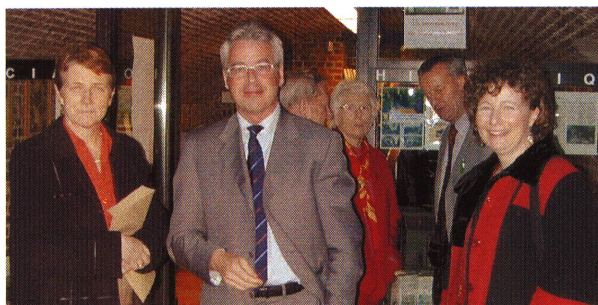
ÉDITORIAL

LETTRE TRIMESTRIELLE - N°9 – JUILLET 2004



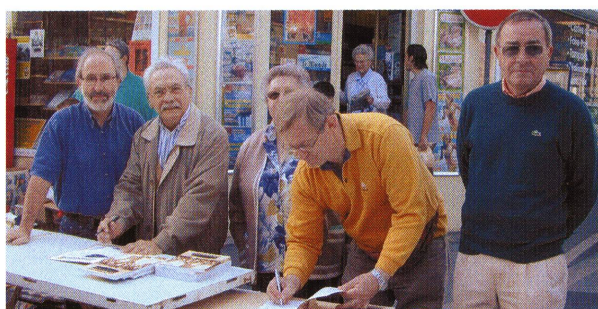
Vive les augmentations !

Lors de la dernière assemblée générale, il avait été décidé d'augmenter cette lettre à 6 pages compte tenu de l'abondance des sujets à paraître dans la rubrique « Mons avant – Mons après ». C'était sans compter que la publication du nouveau livre nous vaudrait un abondant courrier nécessitant de reprendre la chronique « Réponses à tous ». Exceptionnellement cette lettre comporte donc 8 pages. Quel rédacteur de journal ne serait ravi d'une telle vitalité !



Le livre est un succès

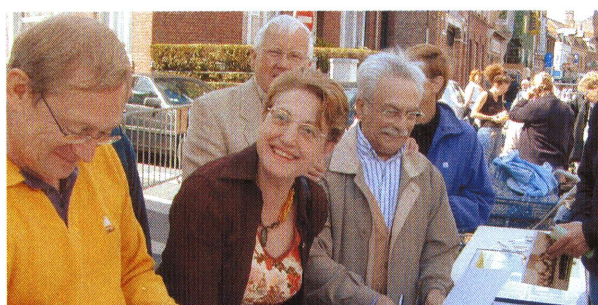
Le local de l'association a été inauguré le 1^{er} avril au Fort de Mons en présence d'une cinquantaine d'adhérents et personnalités (photos du haut). À cette occasion, un exemplaire du nouveau livre fut même présenté. Dès le lendemain, quelques personnes impatientes s'empressèrent d'essayer de l'acquérir. C'était ignorer le côté facétieux de votre président qui n'avait pu s'empêcher de fêter le 1^{er} avril ! L'ouvrage est enfin paru le 27 avril après quelques péripéties suite à la mise en route d'une nouvelle imprimerie en Angleterre. Depuis, le succès et les félicitations sont au rendez-vous, et l'épuisement du premier tirage s'annonce. Une séance spéciale de dédicace a eu lieu le dimanche 20 juin, lors de la braderie du Haut de Mons, amplifiant encore cette réussite (photos du bas avec les 6 auteurs). Des demandes affluent déjà pour le prochain livre qui évoquera les années 1950-1980. Mais un peu de patience !



Fêtons le 100^{ème} adhérent

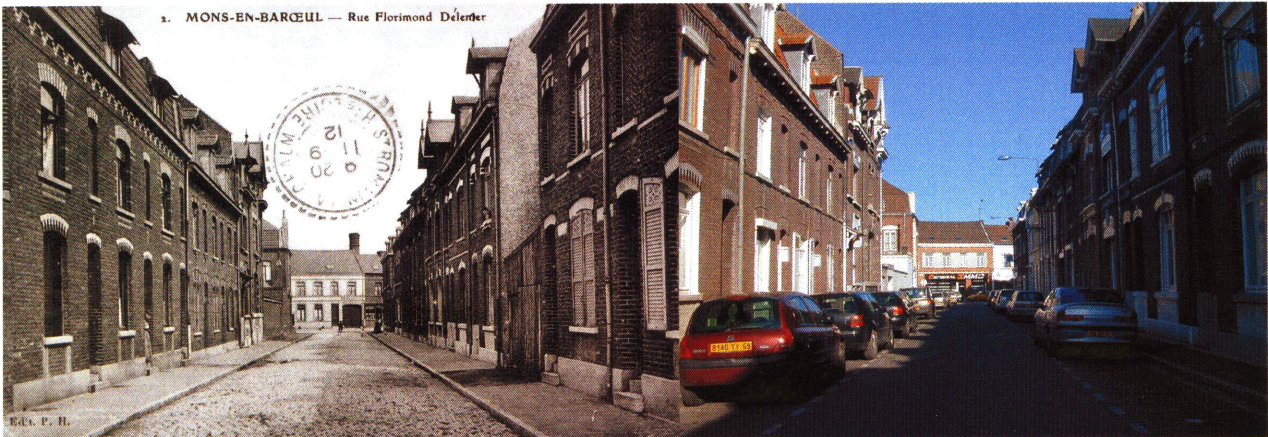
La préparation des Journées du Patrimoine 2004 nous conduit à des rapprochements intéressants, c'est ainsi que des contacts ont eu lieu avec l'équipe du Fort d'Ennetières, dit d'Englos (photo du milieu). Nous fêterons le 100^{ème} adhérent lors de cet événement les 18 et 19 septembre prochains. À bientôt.

Jacques Desbarbieux, président

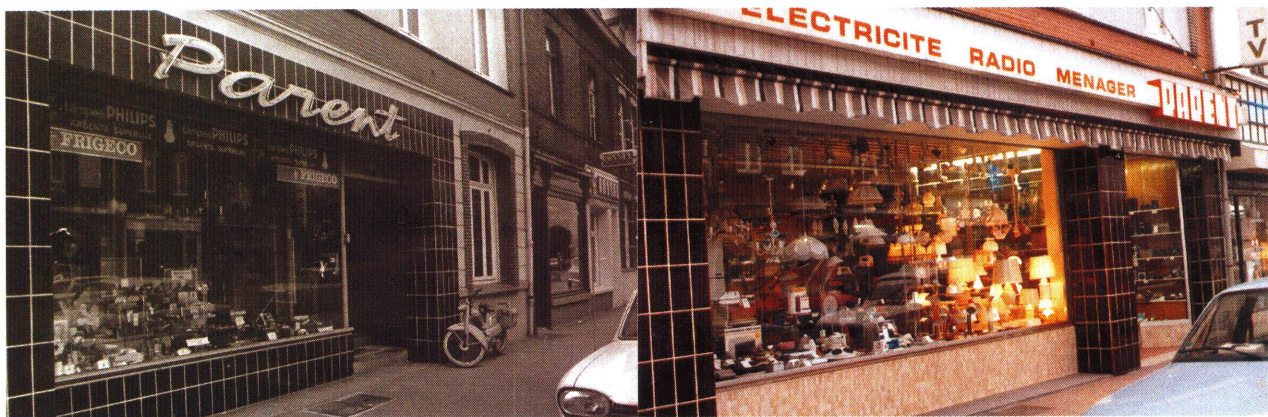


MONS AVANT – MONS APRÈS – MONS AVANT – MONS APRÈS

D'une brasserie ... à une banque, en passant par la T.S.F. !



Cette perspective de la rue Florimond Delemer a été prise à 82 ans d'intervalle. À gauche la carte postale date de 1912, son titre est orthographié par erreur rue Florimond Delenier. On aperçoit au fond la brasserie P. Dezitter avec sa grande porte cochère. Ce bâtiment situé au 167 route de Roubaix (aujourd'hui rue du Général de Gaulle) abrita la brasserie Lammens dès 1892. Charles Lutun succéda comme brasseur à P. Dezitter et l'estaminet Remy situé à côté diffusait ses bières blondes et brunes. La photo ci-contre montre le père de Pierre Parent livrant du lait vers 1920. Cette brasserie deviendra le magasin d'électricité et électro-ménager Parent, jusqu'en 1989, avant de faire place à une agence bancaire puis à une société immobilière. Ci-dessous le même lieu en 1953, 1974, 1988 et 2004. Une astuce pour se repérer, seule la gouttière n'a pas changé d'emplacement ! Quant à l'estaminet c'est à ce jour un salon de coiffure.



MONS AVANT – MONS APRÈS – MONS AVANT – MONS APRÈS

Le Mystère de Saint Pierre

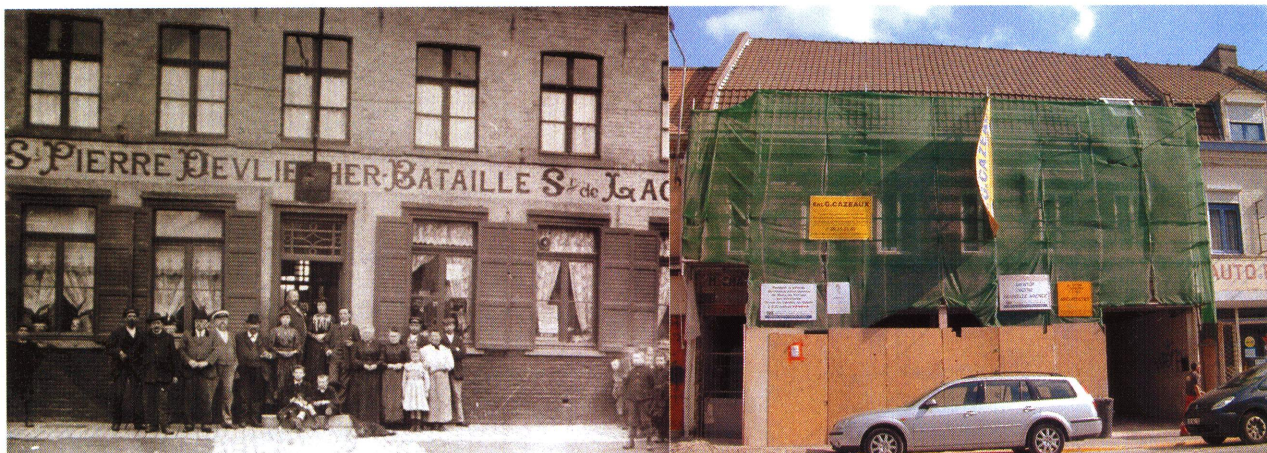
La mémoire collective a conservé le souvenir de deux estaminets, le *Petit St Pierre* et le *Grand St Pierre*. Et de nombreuses personnes situent alternativement ces deux cafés à des endroits très différents. De récents travaux entrepris par une banque rue du Général de Gaulle lèvent à la fois une partie du mystère tout en le compliquant. En mai 2004 la banque Scalbert Dupont située au n° 134 de la rue du Général de Gaulle (juste en face de la rue Carnot) a entrepris d'effectuer des travaux de rénovation de cette succursale, la réfection de la façade a ainsi mis à nu des anciennes inscriptions. Et la surprise fut la mise à jour de la mention « Grand Saint Pierre » peinte en lettres noires sur la brique couleur crème ! À gauche, on distingue nettement le nom du propriétaire de l'époque : M. Emaille-Ingels et sur la droite la mention « Bières de Mons-en-Barœul ». (Clichés ci-dessous en mai et juin 2004).



Or il existe deux anciennes cartes postales qui représentent le *Grand Saint Pierre* plus haut dans la même rue, au numéro 154, à l'emplacement de l'ancienne supérette « Chez Jean-Marie ». L'inscription « Au Grand Saint Pierre tenu par Henri Maes » figure sous les quatre fenêtres de l'étage, avec à droite le portail de son entreprise de maçonnerie qui sera plus tard celui du mécanicien Dazin (machines à coudre), lorsque le café sera tenu par Cavrot-Avoine.



L'immeuble en cours de réfection comporte lui six fenêtres à l'étage, comme sur la photo du « St Pierre tenu par Devliegher-Bataille successeur de La(caille) ». Il y a donc bien eu deux sièges différents pour le café le *Grand Saint Pierre*. Mais où était le *Petit Saint Pierre* ?



MONS AVANT – MONS APRÈS – MONS AVANT – MONS APRÈS

Trois bureaux des postes en un siècle.

À l'heure où le bureau des postes de Mons situé rue Robert Schuman subit une nouvelle rénovation, il nous a semblé intéressant de retracer les différentes étapes de la poste à Mons depuis un siècle. La poste de Mons a occupé trois emplacements différents depuis le premier bureau créé il y a juste 100 ans, le 16 novembre 1904. Celui-ci était situé au 163 route de Roubaix (actuelle rue du Général de Gaulle), devant l'ancienne mairie. Puis de 1932 à 1971, il fonctionna au 90 (actuel n°92) de la même rue. En partie détruit le 28 mai 1940 lors du bombardement qui détruisit également la boulangerie contiguë ainsi que le café « À l'Union Dubus-Nivesse » situé à l'angle opposé, il fut agrandi et reconstruit en 1951.



Ci-contre, en 1918, à gauche de l'ancienne poste, la boulangerie située au 92 route de Roubaix, tenue par les époux Bernard-Becquet, puis par le couple Canis-Jansens. Devant la voiture, le patron Edmond Canis avec son cheval, puis de gauche à droite : Lucien le fils aîné, l'épouse Maria Canis-Jansens, sa mère, madame Jansens, et le second enfant, Suzanne, née le jour de Noël 1913. Cette boulangerie fut en grande partie détruite lors du bombardement du 28 mai 1940.

À droite, les travaux, photographiés le 10 novembre 1932, de la création du nouveau bureau des postes de Mons-en-Barœul, au 90 route de Roubaix, dans un local acheté par la commune (actuel n° 92). Auparavant ce bâtiment était occupé par un magasin de cycles et d'articles de ménage.



À gauche, une autre photo de 1932, prise lors de la construction, avec l'ancienne façade visible sur la partie haute. L'habitation à droite existe encore.

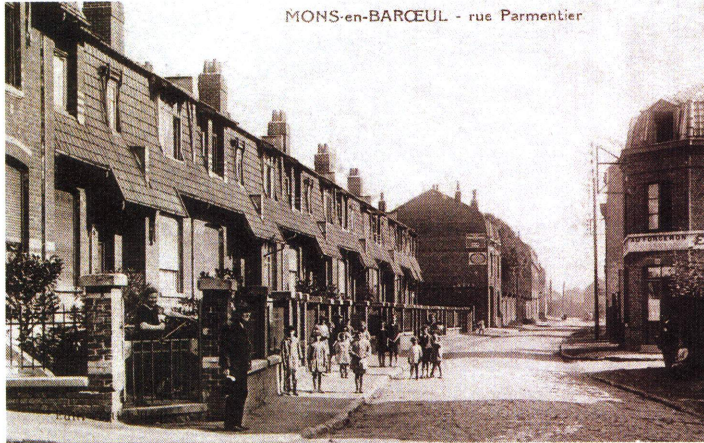
Ci-contre une classe de l'ancienne école Rollin, alors école de garçons, avec son maître Louis Cnudde, devant le bureau des postes en 1945. Cet instituteur avait l'habitude d'emmener ses élèves en classe de découverte, avec quelques années d'avance sur une formule qui s'est fort répandue. L'intérêt de cette photographie est de montrer sur l'extrémité gauche les traces consécutives au bombardement du 28 mai 1940 qui détruisit plusieurs bâtiments alentour dont une partie du bureau des postes. Ce fut seulement en 1951 que la reconstruction eut lieu. À l'occasion de ces travaux, le bureau des PTT fut d'ailleurs agrandi. Sur les grilles, les inscriptions Caisse Nationale d'Épargne – Chèques postaux n'existent plus.



RÉPONSE À TOUS - RÉPONSE À TOUS - RÉPONSE À TOUS

Comme nous le pensions la parution du nouvel ouvrage sur Mons-en-Barœul « Mémoire en images », aux éditions Alan Sutton, nous vaut déjà un abondant courrier.

Le forgeron Louis Gaiffe

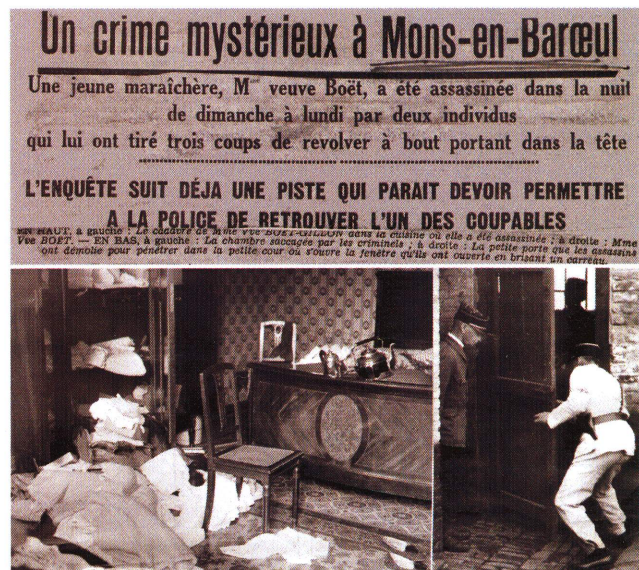


Jean Cnudde a été ravi de découvrir son père à 5 reprises dans le nouveau livre, il nous signale : "Je me permets de vous apporter une précision concernant l'estaminet *Au Forgeron*, au 26 rue Parmentier présenté au bas de la page 43. La légende indique : "L'enseigne évoquait sans doute la présence d'un professionnel ... exerçant à proximité". Je crois pouvoir vous affirmer que le forgeron en question n'était autre que mon grand-père maternel,

Louis Gaiffe, voisin de l'estaminet. Mais, à l'époque de la carte postale, il avait déjà transféré son entreprise de mécanique au 58 (actuel n°62) rue Pasteur sur un terrain cédé par Virnot. En effet, mon grand-père est arrivé à Mons comme mécanicien d'entretien à la briqueterie Virnot pour laquelle il a inventé un moule à briques révolutionnaire qu'il a fait breveter. Puis il s'est installé comme artisan rue Parmentier."

Le crime de la ferme Boët

Paul Lebon nous apporte également quelques précisions ou rectifications : La ferme Boët de la page 23 qui fut le lieu d'un crime odieux se situait sur la commune de Lille. Ce qui n'est pas évident au vu des coupures de presse de l'époque (ci-contre). À la page 121 on signale deux professions à côté des noms de Jean Barbry et Gérard Thieffry, en fait les métiers de cultivateur et de menuisier étaient exercés par leurs parents respectifs. Si Jean Barbry était bien cultivateur comme son père, Gérard Thieffry était instituteur, il a habité Méteren puis Merville. La photo de la classe des garçons de l'école Rollin aurait été prise face à Sévigné. Quant au presbytère figurant page 105 il a dû être abattu car il menaçait de s'effondrer, c'était à l'époque de l'Abbé Larminet qui est resté en place à Mons en Barœul pendant 3 ans. À la page 21 un doute subsiste sur l'église qui figure au loin car le clocher de Flers n'aurait jamais eu de flèche.



Qui se souvient de « La Fraternelle » ?

Merci à tous ceux qui ayant participé autrefois aux activités de « La Fraternelle », ou connu de près ce club sportif et musical, de bien vouloir se manifester auprès de l'un des adhérents de l'Association historique : Monsieur Alex Wilson, 1 bis avenue Robert Schuman, tél. 03 20 47 73 10. Celui-ci recherche tous renseignements concernant « La Fraternelle », en particulier des photos ou coupures de journaux relatifs aux événements qui ont fait la gloire de cette société de gymnastique au cours de la période 1945-1950.

RÉPONSE À TOUS - RÉPONSE À TOUS - RÉPONSE À TOUS

Nous poursuivons ici des mises au point et précisions suite à la parution du nouvel ouvrage sur Mons-en-Barœul : « Mémoire en images » des éditions Alan Sutton.

La famille Delgutte

Annie Beaurenaud a relevé une inversion page 66, René Delgutte son grand-père est bien né en 1883, mais il est décédé en 1974 (et non 1947) à l'âge de 91 ans.

Querelle de clocher

Madame Lebon nous assure que le clocher qui est visible aux pages 17 et 21 est celui de l'église St Pierre et non celui de l'église de Flers-Bourg. Ci-contre une vue au lointain du clocher de Flers-Bourg prise lors des travaux de construction de la ZUP (photo Lebon), et ci-dessous une vue aérienne avec l'église St Pierre au milieu du village et le fort au lointain, le clocher de Flers est visible dans l'angle supérieur droit (carte postale La Pie St Maur n°19).



Le Petit Saint Pierre

Madame Lebon ajoute, à propos de la page 40, que le café « Le Petit Saint Pierre » a été remplacé par le magasin de meubles Hondekyn puis par la banque. Mais il reste des points obscurs, notamment sur son emplacement exact. Voir au dos de cette page la rubrique « Mons Avant - Mons Après » consacrée à ce sujet. Merci de vos réflexions et de vos informations.

D'autres précisions

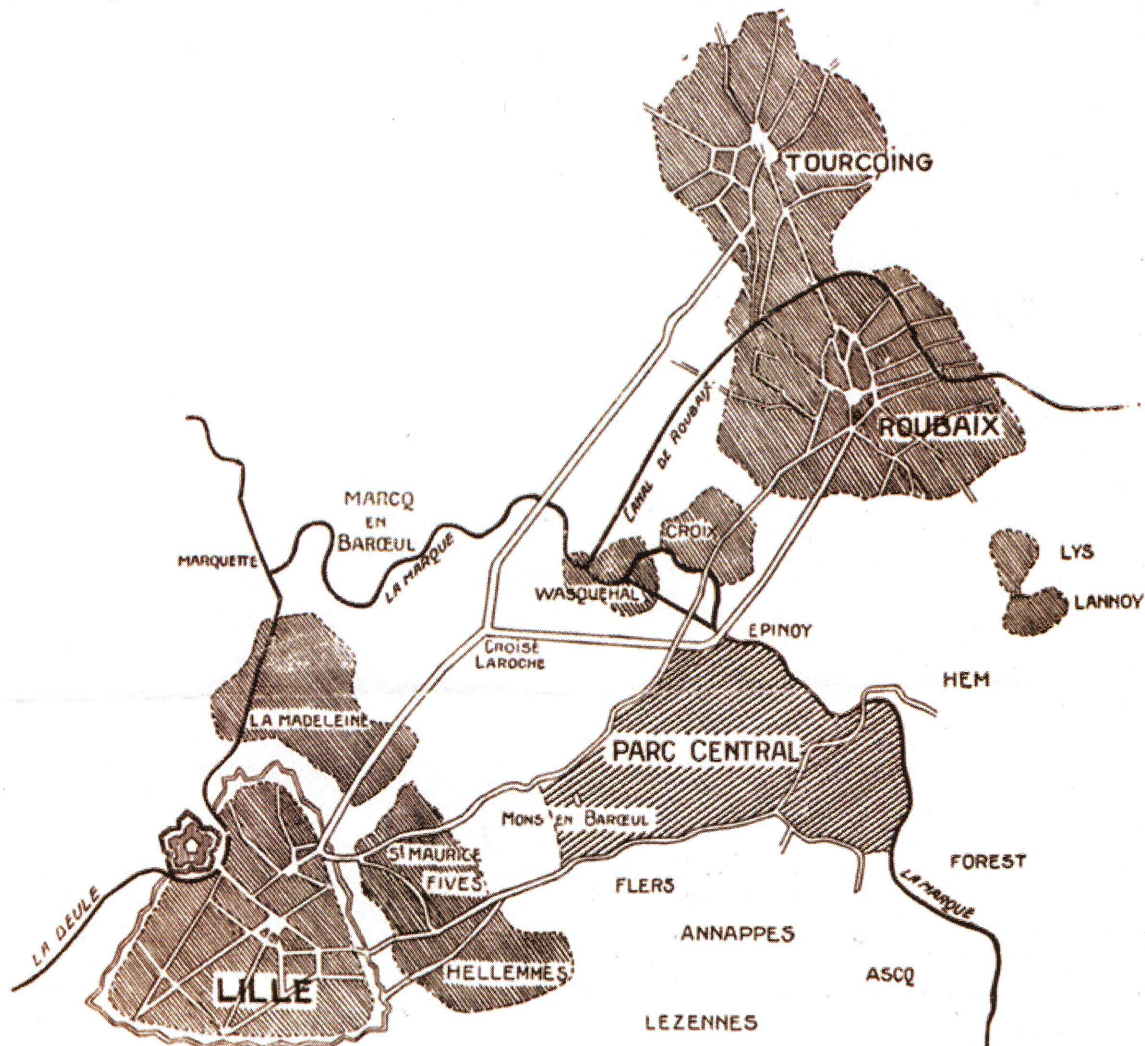
Notre bien sympathique adhérente nous donne quantité de précisions :

- Page 49 : Un arrêté municipal interdisait les pétards qui étaient susceptibles d'effrayer les chevaux.
- Page 65 : Les riverains craignaient surtout les incendies.
- Page 68 : Dans les années 40 l'avenue de la Sablière se terminait par des jardins ouvriers.
- Page 73 : Thermiflam occupait le 72 et le 74, ce fut ensuite un magasin de meubles au 72 et un toiletteur au 70.
- Page 86 : Le Docteur Patoir était généraliste (au moins entre 1930 et 1945).
- Page 117 : Les élèves de l'école Rollin posent devant la façade de l'école Sévigné.
- Page 118 : L'école Ozanam réunissait un établissement primaire supérieur qui préparait le brevet des classes primaires et une école supérieure professionnelle.
- Page 124 : Madame Bricout a été torturée par les Allemands (elle en portait les marques) dans l'immeuble à l'angle du grand Boulevard et de l'avenue St Maur.

Un projet de cités-jardins en 1922

2. Impossible de trouver les 50 millions

Les plans établis par le syndicat situent le projet entre les « trois villes sœurs »¹ de Lille, Roubaix et Tourcoing, précisément sur les territoires de Mons-en-Barœul et de Flers. Le programme décrit l'endroit constructible comme une « grande plaine de champs cultivés, parsemée de quelques fermes isolées et très espacées, agréablement vallonnée en quelques endroits » où coule « une jolie rivière aux eaux claires, au cours sinueux »² [la Marque]. Mis à part cette description très bucolique, on peut s'attarder sur l'atout déterminant du lieu : sa position stratégique. Les cités-jardins envisagées concernent en effet toute l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing, et pas uniquement les trois grandes villes. Des communes possédant d'importants groupes d'usines telles que La Madeleine, Saint-André et Marquette à l'ouest, Marcq-en-Barœul, Wasquehal et Croix au nord, Lys, Lannoy, Hem et Forest à l'est, enfin Ascq, Annappes et Hellemmes au sud, peuvent également être intéressées par le projet.



Plan édité dans le bulletin mensuel des Amis de Lille n° 55 du 1^{er} janvier 1930

La surface totale de l'ensemble atteint environ quatre mille hectares dont un quart est consacré au parc et le reste aux cités-jardins. Le square, outre des terrains de jeux et de sports, contient un jardin zoologique et un vaste espace réservé pour les expositions et les concours agricoles. Il est prévu d'y établir, dans les années qui suivent la construction de l'ensemble, une grande foire industrielle et commerciale ainsi que d'y centraliser les universités. Le reste du parc comprend des établissements de cure d'air et de soleil, un préventorium anti-tuberculeux et un champ de courses.

¹ Ibid.

² Ibid.

Le prix d'achat des quatre mille hectares, expropriés pour cause d'utilité publique, est évalué à environ cinquante millions de francs, y compris les indemnités à allouer pour la démolition d'immeubles. Sur les quatre mille hectares, mille sont occupés par le parc central et cinq cents par les avenues, places publiques et espaces libres. Le prix de vente des deux mille cinq cents hectares utilisables permet une recette évaluée à cent dix millions de francs. Le bénéfice de soixante millions de francs est destiné à l'aménagement de l'ensemble, c'est-à-dire l'établissement des voies de communication, des égouts, des canalisations d'eau, de gaz, d'électricité, et des voies de tramways.

Conscient des difficultés d'aménagement en zone intercommunale et de l'état des finances des communes concernées au lendemain de la guerre, les Amis prévoient la réunion de Lille, Roubaix, Tourcoing et des communes contiguës aux cités-jardins sous une administration commune. Il est même envisagé, en accord avec les Amis de Roubaix et les Amis de Tourcoing, de joindre les communes de la banlieue des trois villes, c'est-à-dire Loos, Haubourdin, Sequedin, Lambersart, Lomme, Wambrechies, Bondues, Ronchin, Lezennes, Linselles, Roncq et Neuville-en-Ferrain. Chaque commune garderait son nom, son maire, ses adjoints, mais il n'y aurait pour toutes qu'un seul conseil d'administration qui obtiendrait facilement l'expropriation pour cause d'utilité publique du territoire proposé. Cette idée de constituer une sorte de syndicat de communes, permettant d'après le projet de faire des économies considérables dans tous les services, s'appuie sur la loi Cornudet de 1919 ayant soumis six cents villes françaises à l'élaboration d'un plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension. Par ailleurs, cette fusion permettrait selon les Amis d'élaborer et d'exécuter un plan rationnel régional d'aménagement et d'extension de la grande zone urbaine dont Lille, Roubaix et Tourcoing représentent les pôles attractifs. D'après eux, il faut « abattre les murailles de Chine qui se dressent entre chaque commune, que maintiennent avec un soin jaloux, les ambitions, les préjugés, les ignorances »¹. Pour convaincre les plus sceptiques, le projet publié va jusqu'à citer l'exemple de New York et de l'annexion de ses communes voisines en janvier 1898.

Une ambition mal récompensée

Mais la réalisation des cités-jardins et du parc central est compromise du fait de l'absence de partenaires financiers et politiques de poids. A une époque où la reconstruction de l'industrie, de l'agriculture et du commerce du Nord exige des capitaux énormes, il est peu envisageable de trouver les cinquante millions de francs d'achat. De plus, pour rendre les cités-jardins habitables, il faut réaliser d'immenses travaux de voirie pour adduction d'eau potable, de gaz, d'électricité, qui entraînent de nouvelles dépenses considérables. Enfin, pour réaliser le bénéfice escompté, il faut pouvoir vendre la totalité des terrains lotis et bâtis.

Il faut également penser à l'attachement de la population ouvrière à un quartier qu'elle a toujours connu. A Saint-Sauveur, on peut constater que certains de ses habitants, qu'on a tirés de leur taudis pour les loger ailleurs plus hygiéniquement, y reviennent et ne veulent plus en sortir sous prétexte qu'ils ne peuvent s'habituer à un quartier qui n'est pas le leur. Au-delà de cet enracinement géographique, la population ouvrière doit trouver de nouveaux moyens de transport pour se rendre dans son usine, désormais fort probablement plus éloignée du domicile qu'auparavant.

Par ailleurs, le projet de syndicat de communes limitrophes à l'agglomération, indissociable de la réalisation du projet des cités-jardins, paraît absolument impossible : il ne suffit pas aux Amis de Lille de décider que ces communes vont être placées sous une même administration, encore faut-il qu'elles y consentent. Dès la publication de son projet, le groupement craint de se heurter non seulement à l'esprit de clocher, mais également aux inconvénients qui pourront résulter pour ces communes du fait de leur association à une ville qui aura certainement besoin de s'imposer très fortement pour faire face à ses besoins financiers. Les habitants de Loos et d'Haubourdin, par exemple, qui paient peu ou pas d'octroi, qui ont moins d'impositions et de centimes additionnels que les Lillois, ne demandent pas à collaborer de leurs deniers à l'embellissement et à la reconstruction de Lille. Une participation proportionnelle aux possibilités et aux perspectives de chaque commune est indispensable mais paraît complexe à calculer.

¹ *Bulletin des Amis de Lille*, n° 52, 15 janvier 1926, p. 4.

Après un abandon relativement long du projet du syndicat, son nouvel examen conclut en 1930 que la réalisation ne peut être obtenue que par une loi. Le contexte n'est d'ailleurs plus le même qu'en 1922. Une société immobilière du Croisé Laroche vient de faire l'achat d'un grand terrain sur lequel doit être établi un champ de courses, et de grands immeubles de rapport à proximité ont déjà trouvé des locataires. L'espace convoité semble donc de plus en plus menacé par la pression immobilière et sa destinée sociale première s'éloigne à grands pas : les classes aisées doublent la population ouvrière. Avant de demander aux parlementaires de la région de déposer un projet de loi, le conseil des Amis de Lille juge utile d'intéresser l'opinion publique à la question et d'ouvrir une très large consultation des habitants de la région. Il offre la tribune libre de son bulletin à tous ceux qui veulent donner leur avis. Mais l'écho des colonnes du bulletin des Amis reste faible. Malgré le soutien moral de Roger Salengro, les projets des cités-jardins et de la fusion des communes de Lille, Roubaix et Tourcoing sont définitivement abandonnés en 1934, après une dernière tentative de médiation auprès des autorités de la région.



**IL FAUT, POUR CHAQUE FAMILLE NOMBREUSE,
UN LOGEMENT SAIN, UN JARDINET**

Propagande nataliste de l'alliance nationale pour l'accroissement de la population française vers 1932

Malgré l'échec de ce projet titanesque, ce sont surtout l'intention nécessaire et les perspectives avancées du syndicat qui doivent être retenues. Les cités-jardins imaginées pour l'agglomération lilloise préfigurent la politique urbaine de rénovation et de salubrité adoptée par la plupart des municipalités de l'entre-deux-guerres, la loi Loucheur ayant favorisé la formule d'accession à la propriété d'habitation unifamiliale pour les foyers d'ouvriers et de petits employés. L'idée d'un syndicat de communes, elle, va se perdre dans les archives des Amis de Lille avant de ressurgir par l'intermédiaire de la loi du 31 décembre 1966 qui institue une communauté urbaine lilloise, outil de coopération intercommunale pour l'aménagement urbain et la gestion des services publics. Enfin, il était déjà envisagé dans ce projet la centralisation des universités qui, elle, ne sera réalisée que dans les années 1970, à proximité du terrain convoité, devenu entre-temps une partie de la commune de Villeneuve-d'Ascq.

L'espace délimité dans le projet est encore aujourd'hui à l'état semi-naturel. Sa plus grande partie correspond aux quartiers de Babylone, de l'Épinois et du Recueil, répondant à un autre plan rationnel, celui de la ville nouvelle des années 1960. Ses abords directs, vierges durant l'entre-deux-guerres, ont désormais été atteints par une extension urbaine des communes limitrophes déjà existantes, comme celle de Mons-en-Barœul.